

# Bonnes nouvelles

**MÊME PAS MORT (TOUT SIMPLEMENT) !**

**C'EST PAS CEUX QUI ONT PERDU QUI ONT TORT !**

*C'est pas qu'on espère encore quelque chose mais pourquoi faudrait-il ne plus rien dire maintenant pile au moment où nous sommes en train de nous faire licencier dans un silence bluffant.*

*Et oui, pour Ford, pour les pouvoirs publics, pour les médias, l'affaire est pliée, il faudrait donc tourner la page, passer à autre chose. Et bien non, nous ne tournerons pas la page, en tout cas, pas encore.*

*Certes nous ne sommes pas fous, non, nous ne sommes pas victimes d'un déni de la réalité. Oui l'usine ferme et nos emplois disparaissent pour de vrai. Mais cela ne rend pas moins scandaleux la situation, pas moins nécessaire de dénoncer ce qui s'est passé et ce qui se passe encore.*

*Car nous n'avons pas fini d'en payer les conséquences, nous comme la population. Les dégâts sociaux et humains seront bien là. Même s'il y a du monde pour relativiser, pour dédramatiser ou pour faire diversion.*

*Il faut bien cacher ou faire oublier la rapacité des uns et les capitulations des autres. Il faut bien faire comme si tout cela n'était que fatalité. La légende si confortable comme quoi il y a une réalité économique, des lois intangibles, qui détermine tout.*

*Trop de gens, trop de collègues ont cru que le combat était perdu d'avance, que nous n'avions pas d'autre choix que de subir et s'adapter. Aujourd'hui que c'est « perdu », il est facile de dire qu'ils avaient raison. Sauf que c'est faux.*

*La catastrophe aurait pu être évitée ou plus précisément, elle aurait dû être évitée. Il y avait le choix, les moyens de faire autrement. En vrai rien n'empêchait de défendre l'intérêt général, en interdisant à Ford de licencier, en réquisitionnant le site, en prenant en main une politique industrielle répondant aux besoins de la population.*

*Si nous continuons en justice et manifestons encore, c'est pour faire entendre tout cela.*

NOUS N'AVONS JAMAIS  
ENTENDU PARLER DE  
FORD - BIANQUEFORT



visant

## DEUX RASSEMBLEMENTS CONTRE UN ACCORD BIDON

Nous en appelons encore nos collègues et plus largement, aux soutiens habituels, les organisations syndicales, associatives, politiques, les collectifs Gilets Jaunes à se mobiliser ensemble pour dénoncer l'accord Ford-Etat que pouvoirs publics et collectivités sont en train de valider.

Nous proposons :

- d'abord un rendez-vous devant le Conseil Départemental, à Bordeaux, le jour de la délibération en faveur de l'accord, **lundi 14 octobre à 9h30.**

- puis un rassemblement devant la préfecture, **dès 9h30, le lundi 21 octobre**, à l'occasion du Comité de Suivi (le dernier ?) dont l'ordre du jour sera d'entériner cet accord. Etat, collectivités et Ford devraient être là.

Il reste important de nous faire entendre pour rappeler que pendant qu'ils s'accordent, on est nombreux à trinquer.

Désormais, nous proposons un rendez-vous hebdomadaire au CE pour les collègues qui le souhaitent : info, conseils, actions... Et tout simplement pour garder un lien pour celles et ceux qui le souhaitent.

**Retrouvons-nous ce mardi 15 octobre à 11h.**

## LE POINT SUR L'ACTION EN JUSTICE

Comme nous l'avions dit, nous nous sommes pourvus en cassation. Nous n'abandonnons pas l'espoir de faire reconnaître l'illégalité des licenciements parce qu'ils n'ont pas de motif économique valable.

**Nous avons rencontré nos avocats à Paris, pour travailler sur le dossier, pour comprendre quoi et comment faire. La route est longue car les délais maintenant tournent autour de 12 à 16 mois avant d'avoir le jugement. A condition que notre pourvoi ne soit pas rejeté, ce qui est malheureusement possible.**

Mais malgré toutes les difficultés auxquelles nous sommes confrontés, nous nous accrochons. Aussi nous avons des arguments et de quoi espérer obtenir satisfaction. Le droit n'est pas neutre, son application dépend énormément du rapport de force, des batailles menées ou pas.

**L'accès aux tribunaux, ce n'est pas donné à tout le monde car ça coûte très cher. Heureusement, nous avons organisé deux soirées concert (Grand Parc et Krakatoa) qui nous ont permis de recueillir des « fonds » qui nous seront bien utiles. Car nous avons les prud'hommes et d'autres actions dans les mois qui viennent.**



## SOLIDARITÉ AVEC ARJO

Plusieurs usines Arjowiggins ont fermé ces derniers mois. Pour l'une d'entre elle, à Bressé-sur-Braye (Sarthe), un collectif d'habitants s'est constitué pour sauver et relancer l'usine de papier sécurisé, redonnant des forces à une intersyndicale résignée. Ce mercredi, une action était organisée pour empêcher la vente aux enchères des machines.

Un projet de reprise collective est en construction. L'objectif est de secouer l'Etat et les collectivités pour qu'ils agissent plutôt que de laisser faire. Les actions se multiplient et l'espoir d'empêcher une catastrophe revient. Infos sur « [appel citoyen arjo](#) ».

## CHOSE PROMISE...

A part les 248 collègues qui partent en préretraite, tous les autres (les élus avec un décalage de quelques semaines) ont reçu leur lettre de licenciement notifiée au 1<sup>er</sup> octobre. C'est le moment de s'inscrire ou pas dans la procédure de reclassement, ce que la plupart fait. Plutôt que d'aller directement à la case « pôle emploi » sans doute plus traumatisante.

Mais le reclassement c'est loin d'être une solution rassurante. Et certainement pas aussi simple que décrite dans les paroles de la direction. Les propositions d'emplois ne s'avèrent pas nombreuses voire assez rare. En clair, il faut se débrouiller, le cabinet RM ne fait pas de miracle.

**C'est pourtant la musique entendue durant toute la période de consultation du PSE, « pas d'inquiétude, vous allez rebondir, c'est une chance dans votre vie, vous allez trouver l'emploi qu'il vous faut ». Sauf que sur le « marché » de l'emploi il y a déjà du monde : 172 000 en Gironde, dont près du quart ont plus de 50 ans et dont plus de la moitié d'entre eux sont en galère depuis plus d'un an.**

Il ne s'agit que des statistiques officielles du chômage. De très nombreuses personnes n'apparaissent pas dans ces chiffres, radiées, découragées, ne percevant plus d'indemnité au bout d'un long chemin d'échec. On ne dit pas ça pour démoraliser ou faire peur. C'est malheureusement une réalité. Et un rappel comme quoi, quand on a un emploi, on le défend, on défend le salaire qu'on a, car la suite est forcément plus précaire pour nous et pour toutes celles et ceux dont l'emploi était induit par l'activité de l'usine.

**Bon courage et bonne chance à toutes et tous !**

## LES AESH EN LUTTE

Depuis deux semaines, cette catégorie du personnel qui travaillent dans les écoles, collèges, lycées, à accompagner et aider les enfants handicapés sont en grève pour exprimer une colère, un ras le bol contre une situation déplorable.

**La plupart sont des femmes, sous contrat précaire durant des années, payées 612 euros par mois. Elles sont surchargées de travail. Elles dénoncent un manque de moyens criant dont souffrent évidemment les élèves qui ont besoin de cette aide et leurs parents.**

Un mouvement de grève a commencé sur le lycée EREA d'Eysines et cherche à s'étendre vers d'autres structures pour mettre la pression, à la fois du côté d'autres AESH mais recherche aussi la solidarité des enseignants et autres personnels de l'éducation nationale avec qui elles travaillent au quotidien.

La CGT-Ford est passée apporter son soutien à plusieurs rassemblements organisés des derniers jours. [Page facebook « AESH Eysines en colère » à consulter pour info et soutiens.](#)

## LES GILETS JAUNES, ÇA CONTINUE !

Les rendez-vous du samedi (14h place de la Bourse à Bordeaux) sont toujours d'actualité. Certes, les manifestations sont moins importantes mais la colère et les raisons de se mobiliser sont là. Les collectifs Gilets Jaunes se réunissent (Ste Eulalie, St Macaire, A63, Villenave...) et cherchent à se relancer. La CGT-Ford solidaire participe à certaines de leurs initiatives.